

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 NOVEMBRE 2000

Etaient présents : M. le MAIRE, MM. MERCIER, JOANDET, PINAUD, Mme MORA, M. DANE, Mme PUJOL, M. PEREZ, Mme OBEDE, MM. MOLL-ESCARPENTER, BRETTE, Mmes TSITSICHVILI, BAC, MM. LAVAU, SURLEVE-BAZEILLE, RIEU, BLUTEAU, GOURGUES, Mme BARRIERE, MM. RENARD, SENHADJI, PICARD, Mme LABBE, MM. VIVANT, RABEAU, Mme GUILHAMET, MM. ROUGE, MULLIEZ.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

Mme DEMAISON à M. PINAUD
M. DUBOST à M. JOANDET
Mme MAGNE à Mme MORA
M. MONCLA à M. RABEAU
M. LARRIBAUD à Mme GUILHAMET
M. BRU à M. MULLIEZ

Absent : M. BUZARD

Secrétaire de la séance : Mme BARRIERE

MOTION SUR LA RESTAURATION MUNICIPALE

Monsieur le MAIRE :

Depuis l'escalade de la psychose sur la viande de bœuf relative au nouveau cas humain d'E.S.B. en France, un travail de profondeur a été effectué pour établir la photographie exacte des marchés passés et des achats de la Cuisine Centrale. Le Maire a souhaité, dès mardi matin, faire une pause provisoire sur la fourniture de viande de bœuf par la Cuisine Centrale de Bègles, afin de vérifier si le cahier des charges aux fournisseurs donnait de bonnes garanties de sécurité.

I - Points sur les achats :

Généralités :

Le marché passé annuellement concerne :

- Lot N°1 - Produits surgelés : légumes (d'accompagnement du plat chaud) + quelques viandes (appoint du frais) + quelques poissons (60% de la consommation).
- Lot N°2 - Viande fraîche de boucherie : bœuf, veau, mouton.

Dans le cadre de ce contrat, les fournisseurs retenus doivent se conformer aux cahiers des charges précis établis selon une réglementation stricte.

Toutes les autres denrées alimentaires sont achetées en gré à gré sur la base de sélection des fournisseurs, des produits, de leur origine et d'une manière générale les plus naturels possible.

Ainsi, la production dite traditionnelle fait appel à des produits bruts (non transformés) ce qui permet une sélection directe et réduit les incertitudes de traçabilité.

Parallèlement et pour étayer ces choix, la méthode de démarche d'analyses et de contrôles des risques (H.A.C.C.P.) mise en place à la Cuisine Centrale depuis 1998 permet de contrôler tous les produits qui rentrent en approvisionnement : contrôle des fournisseurs, des livraisons, contrôle des denrées, de leur conditionnement, vérification des origines, mise en place

des actions correctives en cas de défaillance (refus des produits, mise en place de fiche d'incident, mise en garde du fournisseur, etc...). Des analyses microbiologiques et de vérification de l'hygiène sont effectuées quotidiennement par nos services et trois fois par semaine par des organismes spécialisés afin de suivre la production et le plan d'hygiène mis en place. Toutes les traces écrites de ce suivi sont conservées.

Données pratiques : les achats tels que pratiqués jusqu'à ce jour.

A. Marché - lot viande fraîche de boucherie - bœuf, veau, mouton.

Description des pièces achetées

- Bœuf : sont achetés exclusivement :
 - tendre de tranche : partie « noble » (tendre) de la cuisse de bœuf dans laquelle les rôtis sont préparés par nos soins.
 - jarret sans os : partie basse de la cuisse pour les pot-au-feu.
 - gîte : pièce plus ferme de la cuisse utilisée pour confectionner les hachis : bolognaise, parmentier - viande hachée en cuisine selon un procédé conforme aux règles sanitaires.
 - bavette : levure d'aloïau prise dans le flanc du bœuf - pièce « noble ».

TOUTES CES PIÈCES DE VIANDE SONT EXIGÉES DÉSOSSÉES, C'EST-À-DIRE QUE L'OS EST CONTOURNÉ ET NON SCIÉ.

- Veau :
 - épaule désossée pour rôti.
 - épaule et bas-carré (partie charnue des côtes) désossés pour blanquette.
- Mouton :
 - gigot désossé - pièce « noble » de la cuisse.

Ces pièces sont également exigées désossées selon le même principe de travail.

Ces pièces du marché — sauf la bavette de bœuf qui est livrée portionnée et le veau pour blanquette qui est livré en morceaux grammés — sont des pièces à l'état brut n'ayant subi de la part du fournisseur qu'un traitement de présentation.

Depuis plusieurs années, le choix de ces pièces s'appuie sur un cahier des charges précis et elles subissent (HACCP) un contrôle :

- à la livraison : conditions de livraison, qualité de la mise sous vide, origine des viandes, DLC, températures
- au déssouvidage : aspect, odeur, texture, respect de la découpe,..

Le dossier de consultation du marché sur lequel les candidats doivent s'engager comporte les données suivantes :

Art. 1 - L'origine des produits devra être précisée dans l'offre.

Art. 2 - Tout produit qui comporte des protéines végétales à base d'OGM doit être signalé et une offre équivalente sans OGM devra être proposée.

Art. 3 - Les viandes sont obligatoirement d'origine CEE, hors Royaume Uni. (il ne peut pas être exigé : Origine France)

Précision : dans le cadre des marchés publics, certaines mentions sont réglementées mais la Commission d'Appel d'Offres est souveraine pour opter pour le mieux-disant : respect du cahier des charges, références, mise en place des réglementations en vigueur, traçabilité...

Dans le cadre des marchés publics, seule l'exclusion du Royaume-Uni est légale. Cependant, il est toujours possible d'acheter de la viande d'origine française avec toutes les garanties souhaitées (voire: labellisées « BIO ») de gré à gré.

B. Achats effectués en gré à gré : (ne sont exposés que les produits d'origine animale)

- noix de joue de bœuf : produit surgelé — viande française garantie « sans farine animale »
Fournisseur agréé.
- agneau provenant de la Nouvelle-Zélande — élevage naturel en plein air
- volaille : 95% en frais.
Fournisseur agréé.
- porc 95% en frais + 1 produit en surgelé : noix de joue de porc (voir noix de joue de bœuf — même fournisseur, même cahier des charges)
Le fournisseur de viande de porc fraîche actuel garantit la maîtrise de l'élevage à la commercialisation.
- poisson : 40% en frais — pêché en mer.
60% en surgelé — colin et hoki pêchés en mer.

C. OGM

Depuis mars 1999, les produits contenant des OGM ont été écartés des achats.

Ainsi :

- produits élaborés : boul'bœuf et paupiette (de veau ou de dinde) sont exigés sans OGM.
- maïs : exigé sans OGM.
- produits laitiers : garantis sans OGM.

Précision en ce qui concerne certains produits laitiers (flans, crèmes dessert...): il faut distinguer la mention « Organisme Génétiquement Modifié » de la mention « amidon modifié »; dans ce dernier cas, il s'agit d'une modification physico-chimique différente d'une modification génétique.

Depuis 1999, tous les fabricants et fournisseurs des produits achetés par la Cuisine Centrale susceptibles de contenir des OGM ont fourni des certificats de NON OGM.

II - Conclusions

Nous estimons que ces garanties sont aujourd'hui suffisantes pour les utilisateurs des services de la Cuisine Centrale de Bègles.

Aucun élément scientifique ne permet de douter de la qualité de la viande rouge ; en effet, l'agent infectieux n'a jamais été mis en évidence dans le muscle, ni lors de la maladie naturelle chez le bovin, ni en cas de transmission expérimentale.

La Fédération Nationale des Conseils de Parents d'Elèves (F.C.P.E.) s'est exprimée en faveur du maintien de la viande bovine.

Toutes les mesures destinées à protéger le consommateur ont été prises, en procédant notamment au retrait des matériaux à risques spécifiés. Ces mesures sont décidées en totale concertation par les trois ministères en charge de la sécurité sanitaire des aliments : les ministères chargés de l'agriculture, la consommation et la santé, sur la base des recommandations qui sont faites par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et du Comité interministériel sur les encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles.

Il est clair que si des éléments avaient dû conduire le gouvernement à interdire la viande bovine, il l'aurait fait pour tous les consommateurs et pas seulement pour les cantines scolaires, ce qui n'est pas le cas.

Pour toutes ces raisons, nous décidons de reprendre les achats de viande de bœuf dans les conditions précitées. Parallèlement, nous nous engageons à mettre en place un groupe de travail et d'information composé d'élus, d'un(e) nutritionniste, d'un expert en sécurité sanitaire et alimentaire et d'administratifs auxquels seront associés un représentant du Conseil des Sages, des responsables de parents d'élèves et d'un jeune du C.M.J.

Ce groupe de travail devra valider une évolution des repas vers : moins de viande, plus de protéines végétales naturelles et l'introduction de légumes bio.

Pour ce qui concerne la crèche municipale, à notre demande, elle devra se fournir en steaks hachés de viande de bœuf bio certifiée.

La gestion rapide de cette crise nous conforte dans notre choix de cuisine centrale gérée en régie directe sous la responsabilité municipale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

1 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Afin de répondre aux besoins du service public, il est décidé la création des emplois suivants :

- 2 agents administratifs à temps complet
- 1 agent administratif à temps non complet (20 heures hebdomadaires)
- 1 technicien
- 1 puéricultrice de classe normale

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 31 VOIX POUR - 3 ABSTENTIONS

2 - CRÉATION D'UN EMPLOI ADMINISTRATIF SAISONNIER DANS LA CADRE DE LA FÊTE DE LA MORUE

Chaque année, la Ville organise la Fête de la Morue qui remporte un véritable succès et requiert la mise en œuvre de nombreux moyens notamment en personnel. Aussi, il est décidé la création d'un emploi saisonnier de rédacteur pour une durée de 6 mois à compter du 1er janvier 2001.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 30 VOIX POUR - 4 ABSTENTIONS

3 - CRÉATION D'UN EMPLOI D'APPRENTI MECANICIEN

Dans le souci de permettre à des jeunes d'acquérir une formation sanctionnée par un diplôme, la création d'un emploi d'apprenti mécanicien automobile pour une durée de deux ans est approuvée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

4 - RENOUELEMENT D'UN CONTRAT EMPLOI SOLIDARITÉ

Il est décidé de reconduire cet emploi au Service Petite Enfance pour une durée d'un an.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 32 VOIX POUR - 2 VOIX CONTRE

5 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA VILLE

Le Conseil Municipal approuve les ajustements proposés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 27 VOIX POUR - 4 ABSTENTIONS - 3 NE PARTICIPENT PAS

6 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET ANNEXE DU PORT

Le Conseil Municipal approuve les ajustements proposés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 27 VOIX POUR - 4 ABSTENTIONS - 3 NE PARTICIPENT PAS

7 - GARANTIE D'EMPRUNT AU CONTRAT DE PRÊT ACCORDÉ PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS À LA S.A.E.M.C.I.B.

La S.A.E.M.C.I.B. a sollicité auprès de la C.D.C. un prêt d'un montant de 783.055 F pour une opération de démolition de la tour A (44 logements) de la résidence Monmousseau. Le Conseil accepte de se porter garant de cet emprunt.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

8 - PARTICIPATION DE LA VILLE DE BEGLES AU FINANCEMENT DU CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT À L'AUTONOMIE

Le Conseil Général a souhaité mettre en œuvre en Gironde, en partenariat avec les communes, un Contrat d'Accompagnement à l'Autonomie, devant faciliter l'insertion sociale des jeunes de 18 à 25 ans en grande marginalisation, leur autonomisation et leur inscription dans un parcours professionnel. Le projet concerne 20 jeunes de la commune. La participation financière de la Ville, à hauteur de 20 % du montant de l'allocation versée au jeune, sera de 96.000 F.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

9 - DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES TRAVAUX D'EXTENSION ET DE MISE EN CONFORMITÉ DE LA CRÈCHE HALTE-GARDERIE PARENTALE « CLAPOTIS » 133 RUE DE LAURIOL

La crèche halte-garderie « CLAPOTIS » ne répondant plus aux exigences de la réglementation en vigueur, en matière d'hygiène et d'accueil d'enfants de 0 à 3 ans, des travaux d'extension et de mise en conformité ont été nécessaires. A ce titre, il est décidé de solliciter auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde une participation financière au taux maximal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

10 - SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ACCORD POUR LA MISE EN PLACE D'UN P.L.I.E.

La Ville souhaite s'engager dans la mise en œuvre d'un Plan Local Pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi d'une durée de 5 ans dont l'objectif est d'amener vers l'emploi durable des personnes très éloignées du marché du travail en s'appuyant sur le tissu économique local. Monsieur le Maire est autorisé à signer le protocole d'accord pour cette mise en place.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 27 VOIX POUR - 7 ABSTENTIONS

11 - PROROGATION DU CONTRAT D'AFFERMAGE AVEC L'EXPLOITANT DU CINÉMA FESTIVAL

La Ville souhaitant engager une réflexion sur le devenir du cinéma Festival, il est décidé de proroger d'une année le contrat d'affermage confié à la Société ARTEC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

12 - PASSEPORT CINÉ JEUNES

Le Conseil Municipal des Jeunes, soucieux de faciliter l'accès au cinéma pour les jeunes béglaïs de moins de 18 ans, propose d'élaborer un « Passeport Ciné Jeunes ». Ce passeport sera vendu au prix de 150 F et donnera droit à 10 entrées au cinéma le Festival et uniquement sur les séances du mercredi après-midi à 14 H 30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

13 - APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DE SÉJOURS DE VACANCES POUR L'ANNÉE 2001 POUR DES JEUNES DE 4 À 18 ANS

Afin de permettre le départ en vacances de jeunes béglaïs, il est décidé de lancer un appel d'offres ouvert.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

14 - PRISE EN CHARGE DES COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES DES ÉCOLES

La prise en charge de la totalité des factures téléphoniques des écoles primaires et maternelles, dans le strict cadre des besoins liés au fonctionnement général de ces établissements, est approuvée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

15 - APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA FOURNITURE DES SERVICES TÉLÉPHONIQUES

Les contrats nous liant à FRANCE TELECOM et à la Société CORIOLIS arrivant à expiration au 31 décembre 2000, il est décidé de lancer un appel d'offres ouvert pour la fourniture des services téléphoniques.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

16 - CONTRAT DE VILLE 2000/2006 — APPROBATION DES ACTIONS ET DU TABLEAU DE FINANCEMENT POUR L'ANNÉE 2000

Dans le cadre du nouveau Contrat de Ville pour la période 2000-2006, les actions relevant de la Politique de la Ville et les demandes de financement qui y sont liées pour l'année 2000 sont adoptées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

17 - CONTRAT DE VILLE 2000/2006 — APPROBATION DE LA CONVENTION CADRE

Il est décidé d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention cadre du Contrat de Ville et de renégocier les conditions précises de mise en œuvre du contrat ainsi que les conventions thématiques et territoriale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

18 - AVENANT AU BAIL EMPHYTÉOTIQUE SIGNÉ AVEC LA S.A.E.M.C.I.B. POUR LES LOCAUX SIS RUE DE LA RÉPUBLIQUE

La signature d'un avenant au bail emphytéotique avec la S.A.E.M.C.I.B. est approuvée afin que les parcelles AK 317p d'une superficie de 204 m² et AK

581p d'une superficie de 7 m² ne figurent plus dans ce bail et reviennent propriété complète de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

19 - SIGNATURE D'UN BAIL EMPHYTÉOTIQUE AVEC L'ASSOCIATION « PRADO 33 » POUR LA CONSTRUCTION DU JARDIN D'ENFANTS « LA MARELLE » (2ÈME LECTURE)

Il s'agit de consentir un bail emphytéotique de 50 ans pour la parcelle de terrain cadastrée AS 284p (anciennement AS 109p) d'une superficie d'environ 3.611 m² à l'Association PRADO 33 pour la construction d'un jardin d'enfants et d'un centre de psychologie infantile. Ce bail est fixé à la somme de 10.000 F H.T.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

20 - DEMANDE DE PRÉEMPTION À LA C.U.B. POUR LA PROPRIÉTÉ SISE 6 RUE ALEXIS CAPELLE À BEGLES

Dans le cadre de la restructuration de la cité Yves Farge et de son ouverture sur le quartier, il est décidé de demander à la C.U.B. de préempter cette propriété.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

21 - DEMANDE DE PRÉEMPTION À LA C.U.B. DE LA PARCELLE AW10 SITUÉE 39 IMPASSE DU IV SEPTEMBRE

En raison des nouveaux projets en cours sur les terrains de la Société CARBOXIQUE, la Ville va demander à la C.U.B. de procéder à une étude d'un schéma de circulation dans ce secteur. Aussi, il est décidé de procéder à l'acquisition de cette parcelle.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

22 - MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN CYCLABLE — DEMANDE DE SUBVENTION

Une subvention sera sollicitée auprès de la Communauté Urbaine de Bordeaux afin de participer au financement de cette étude dont le coût s'élève à 198.536 Francs TTC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

23 - TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PRÉAU ET DU BLOC SANITAIRE DE L'ÉCOLE PRIMAIRE PAUL LANGEVIN — APPROBATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

Suite aux deux appels d'offres et à l'urgence des travaux, une augmentation budgétaire est décidée pour la réalisation de ces travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

24 - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR L'AMÉNAGEMENT DES V.R.D. DE L'E.C.M.M.

Le Conseil Municipal décide de retenir le bureau d'étude INGEROP SUD-OUEST à MERIGNAC pour les missions d'avant-projet et projet pour un montant de 215.000 F HT soit 257.140 F TTC.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 30 VOIX POUR - 4 ABSTENTIONS

25 - LANCEMENT D'UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR L'EXTENSION DU PARC DE MUSSONVILLE — DEMANDE DE SUBVENTIONS

Dans le cadre de cette étude, des subventions seront sollicitées auprès de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, du Conseil Général et du Conseil Régional.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 30 VOIX POUR - 4 ABSTENTIONS

26 - PROJET D'ÉOLIENNE SUR LA COMMUNE DE BEGLES

Dans le cadre d'un projet de maîtrise de l'énergie, la Ville souhaiterait lancer une étude de faisabilité sur l'implantation d'une éolienne afin de couvrir tout ou partie des besoins électriques du port. A ce titre, il est décidé de solliciter l'attribution d'une subvention auprès de l'ADEME et de la Région.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 32 VOIX POUR - 2 VOIX CONTRE

27 - PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL INSTITUANT SUR L'ENSEMBLE DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE UNE ZONE DE SURVEILLANCE POUR LA LUTTE CONTRE LES TERMITES ET AUTRES INSECTES XYLOPHAGES

Le Conseil émet un avis favorable à ce projet d'arrêté préfectoral.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR

28 - RÉACTUALISATION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER UN ÉTABLISSEMENT DE STOCKAGE ET DE CONDITIONNEMENT DE GAZ INDUSTRIELS PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ « L'AIR LIQUIDE » AVENUE GASTON CABANNES À FLOIRAC

Le Conseil émet un avis favorable à cette exploitation, sous réserve du respect strict des prescriptions techniques réglementaires s'appliquant aux activités de ce site.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 34 VOIX POUR